

**ARRÊTÉ N°2025/011
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE
DU CHANTIER DE**

**SCCV 1BKEN
33 RUE DE CROULEBARBE
750013 PARIS
SIRET : 92229358400012**

**Pour ses installations 3 avenue John
Fitzgerald Kennedy 93350 LE
BOURGET**

**Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur
Madame Claire SZEPEKOWSKI
06 62 49 10 76
cs@eliasun.com**

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021 ;

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis ;

Vu le règlement du Service d'Assainissement du SIAAP adopté par la délibération n°2014-237 du 15 octobre 2014 ;

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 27/03/2025
- Le SIAAP en date du 27/03/2025

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

SCCV 1BKEN
33 RUE DE CROULEBARBE
750013 PARIS
SIRET : 92229358400012

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure dans le réseau territorial d'eaux pluviales de l'avenue John Fitzgerald Kennedy au Bourget via un avaloir qui rejoint le réseau unitaire départemental puis les installations du SIAAP.

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

Les rejets auront lieu dans l'avaloir à proximité du chantier.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT, du règlement de l'assainissement Départemental et du règlement du Service d'Assainissement du SIAAP.

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes :

- Réseau d'eaux pluviales

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300 mg/l	72,6 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	100 mg/l	24,2 kg/j
Matières En Suspension (MES)	100 mg/l	24,2 kg/j
Azote global (NGL)	30 mg/l	7,26 kg/j
Phosphore total (Pt)	10 mg/l	2,42 kg/j

- Quel que soit le réseau

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	1,08 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0,0216 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0,0144 kg/j
Benzène	0,050** mg/l	0,0036 kg/j
Toluène	0,074** mg/l	0,0053 kg/j
Éthylbenzène	0,025** mg/l	0,0018 kg/j
Xylène	0,05** mg/l	0,0036 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0,0036 kg/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,0036 kg/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l	0,0072 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,036 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,036 kg/j
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l	0,036 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,036 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,144 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	0,36 kg/j
AOX	1 mg/l	0,072 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)*	1 mg/l	0,072 kg/j
Avec :		
Trichlorométhane (Chloroforme)	0,050**	0,0036
Chlorure de Vinyle (Chloroéthylène)	0,025**	0,0018
Trichloroéthylène (Perchloroéthylène)	0,025**	0,0018
Tétrachloroéthylène	0,025**	0,0018
1.1-Cichloroéthane	0,092**	0,0066
1.2 Dichloroéthane	0,025**	0,0018
1.1.1-Trichloroéthane	0,026**	0,0019
1.1.2-Trichloroéthane	0,300**	0,0216
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	0,72 kg/j
Sulfates	400 mg/l	28,8 kg/j
Chlorures	500 mg/l	36 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,0036 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,0036 kg/j

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Benzène	0,05mg/l**	0,0036 kg/j
Ethylbenzène	0,025mg/l**	0,0018 kg/j
Toluène	0,074mg/l**	0,0053 kg/j
Xylène	0,05mg/l**	0,0036 kg/j
COHV* avec :	1,0mg/l	0,072 kg/j
Trichlorométhane	0,05mg/l**	0,0036 kg/j
Trichloroéthylène	0,025mg/l**	0,0018 kg/j
Tétrachloroéthylène	0,025mg/l**	0,0018 kg/j

**A minima, somme des 13 COHV. Le résultat de chaque composé de la somme sera rendu disponible et devra rester conforme à la valeur limite de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.*

*** Valeurs limites de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.*

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte. Pour les BTEX, ces valeurs s'appliquent.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Débit horaire : 3 m³/h

Débit journalier : 72 m³/j

Volume prévisionnel total : 6 480 m³

Nature des rejets

La principale activité de l'Etablissement concerne le programme mixte de Logements, Centre culturel, et Parking public de type PS et privée.

Plan des réseaux internes de collecte

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

Les eaux pluviales passeront également par un bac de décantation et un filtre à sable avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 6 mois à compter de sa date de signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit 1 mois avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5– CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Comme le prévoit le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'Etablissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Il est demandé au pétitionnaire un curage régulier des ouvrages de prétraitement, un suivi continu du pH et un traitement complémentaire pour ramener le pH aux teneurs maximales imposées en cas de dépassement.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront

suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de pH, le débit et de température de l'effluent seront effectuées **journalièrement**.

Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés **mensuellement** en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Les sulfates devront être analysés toutes les **deux semaines**.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis à la fin du rejet sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usagers@paristde.fr
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01 43 93 65 00	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr

Contrôle

Paris Terres d'Envol, le SIAAP et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H₂S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

En cas de dépassement des valeurs limites reprises dans le tableau de l'article 2.B, il sera demandé à l'établissement de prévoir l'installation d'un détecteur de gaz en continu de COV de type PID, incluant les principaux COHV et les BTEX, permettant de contrôler les dégagements gazeux au droit du rejet (ou en sortie du dispositif de traitement après stripping). Ce système devra permettre de donner l'alerte auprès des gestionnaires mentionnés dans le présent article et de stopper immédiatement le rejet en cas de dépassement du seuil de 20ppm pour les COV. La reprise du déversement sera conditionnée par l'installation d'un dispositif de traitement adéquat des eaux et de résultats d'analyse conformes aux prescriptions (eau et air).

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux
01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur le Président du SIAAP ;
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, Service Police de l'eau, cellule Paris proche couronne ;
- Monsieur le Maire du Bourget

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 09 AVR. 2025



Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250409-2025-011-AU
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

ANNEXE I : Dispositifs de prétraitement

GAMME DES BACS DE DÉCANTATION (PRIMAIRE)

LES BACS DE DÉCANTATION ONT PLUSIEURS MODALITÉS D'UTILISATION

- > Décantation des MES les plus lourdes (décantation primaire)
- > Homogénéisation du débit avant l'arrivée dans les modules de traitement complémentaires
- > Bac de reprise pour stocker les eaux sales



BAC DE DÉCANTATION 3 M³

Volume : 3 m³
Longueur : 2 m
Largeur : 1,5 m
Hauteur : 1,5 m
Poids : 900 kg
Référence vente : BA03
Référence location : LOCBA03



BAC DE DÉCANTATION 6 M³

Volume : 6 m³
Longueur : 3 m
Largeur : 1,5 m
Hauteur : 1,5 m
Poids : 950 kg
Référence vente : BA06
Référence location : LOCBA06



BAC DE DÉCANTATION 10 M³

Volume : 10 m³
Longueur : 3 m
Largeur : 2 m
Hauteur : 1,5 m
Poids : 1190 kg
Référence vente : BA10
Référence location : LOCBA10

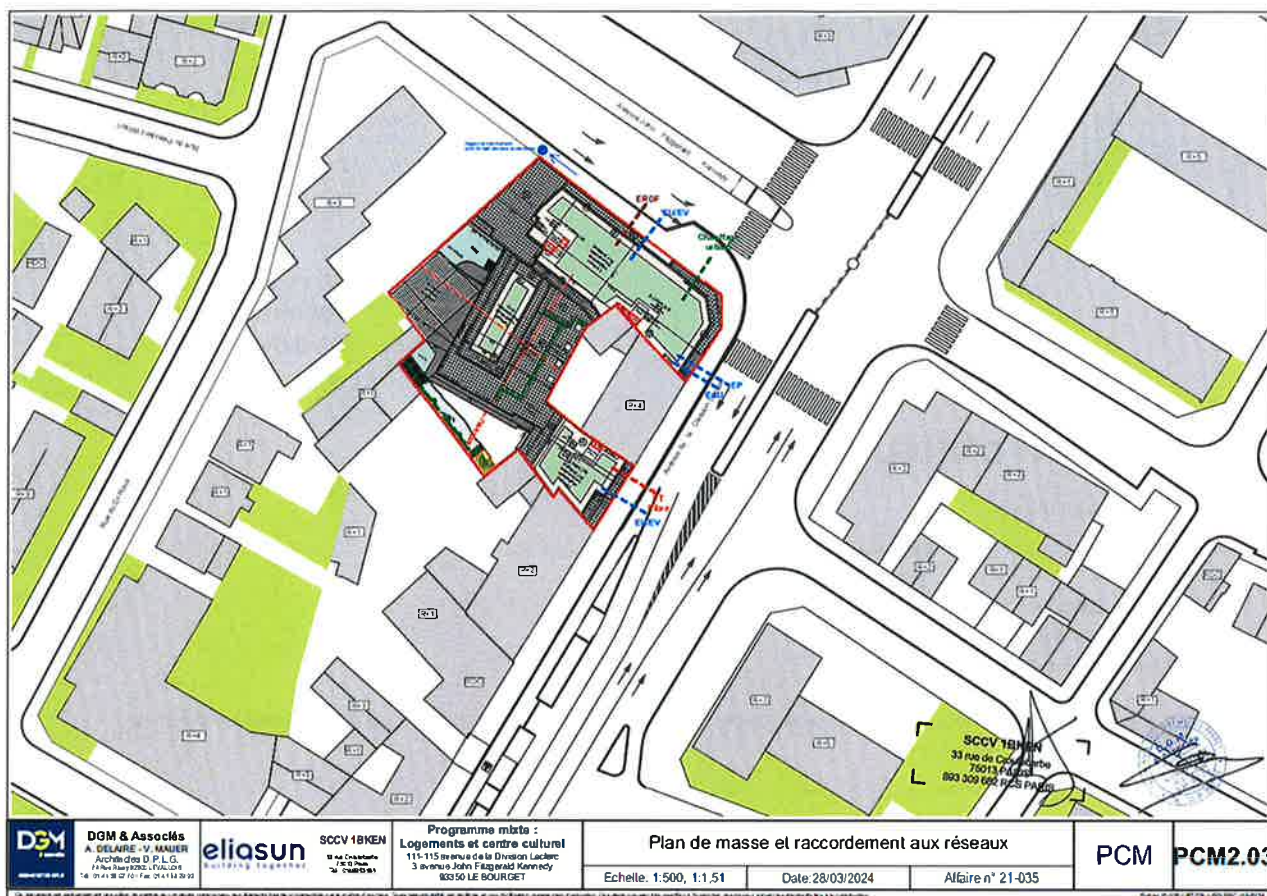


BAC DE DÉCANTATION 20 M³

Volume : 20 m³
Longueur : 5,9 m
Largeur : 2,1 m
Hauteur : 1,6 m
Poids : 3000 kg
Référence vente : BA20
Référence location : LOCBA20

TOUS LES MATÉRIELS TELSTAR SONT DISPONIBLES À LA VENTE ET À LA LOCATION

En phase provisoire les eaux d'exhaure seront rejetées dans l'avaloir sur avenue John Fitzgerald Kennedy et dans le réseau EU départemental.



Rejet à faire dans l'avaloir



AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



HYDPOLL
3 rue Pierre Mauroy
91000 EVRY
FRANCE

Date 22.11.2023
N° Client 35010137
N° commande 1340326

RAPPORT D'ANALYSES

Cde 1340326 Eau

Client 35010137 HYDPOLL
Référence AF.2023.05.033 - LE BOURGET
Date de validation 10.11.23
Prélèvement par: Client
Madame, Monsieur

A réception, la température de l'enceinte de vos échantillons était supérieure à 8°C. Ceci peut affecter la fiabilité de certains résultats.

Respectueusement,

AL-West B.V. Mme Claire Mura, Tel. +33/380680150
Chargée relation clientèle



L'analyse est conforme aux normes de rejet dans le réseau territorial de Paris Terres d'Envol. Cependant, le pH et la température n'ont pas été intégrés à l'analyse de l'eau. Ces paramètres devront être ajoutés aux analyses d'autosurveillance demandées à l'article 6 de cet arrêté.

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



Cde 1340326 Eau

N° échant.	Nom de l'échantillon	Prélèvement	Site du prélèvement
512697	P1	08.11.2023	

Unité 512697
P1

Analyses Physico-chimiques

Détergents anioniques	mg/l	<0,1
Fluorures (F)	mg/l	0,36
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	1,2
Chlorures	mg/l	25
Indice phénol	µg/l	<10
Nitrates - N	mg/l	3,6
Nitrites - N	mg/l	<0,01
Phosphore total (P)	mg/l	0,10
Sulfates	mg/l	160
DBO 5	mg/l	5
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	46
Méthode DBO	Jours	(2+5)
Nombre de dilutions DBO5		3
Matières en suspension	mg/l	120
N-global	mg/l	4,8

Métaux

Aluminium (Al)	µg/l	15
Antimoine (Sb)	µg/l	<5,0
Arsenic (As)	µg/l	7,3
Baryum (Ba)	µg/l	37
Cadmium (Cd)	µg/l	<0,10
Chrome (Cr)	µg/l	<2,0
Cuivre (Cu)	µg/l	2,5
Fer (Fe)	µg/l	<20
Manganèse (Mn)	µg/l	5,8
Mercur	µg/l	<0,030
Molybdène (Mo)	µg/l	13
Nickel (Ni)	µg/l	<5,0
Plomb (Pb)	µg/l	<5,0
Sélénium (Se)	µg/l	<5,0
Zinc (Zn)	µg/l	21

HAP

Naphtalène	µg/l	0,06
Acénaphthylène	µg/l	<0,050

DOC: US-22775884-FR-P2

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole "x".

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID.Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 2 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250409-2025-011-AU
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



Cde 1340326 Eau

Unité 512697
P1

HAP

Acénaphthène	µg/l	0,03
Fluorène	µg/l	0,020
Phénanthrène	µg/l	0,044
Anthracène	µg/l	<0,010
Fluoranthène	µg/l	<0,010
Pyrène	µg/l	0,020
Benzo(a)anthracène	µg/l	<0,010
Chrysène	µg/l	<0,010
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	<0,010
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	<0,01
Benzo(a)pyrène	µg/l	<0,010
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,010
Benzo(g,h,i)pérylène	µg/l	<0,010
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	<0,010
Somme HAP	µg/l	n.d.
Somme HAP (VROM)	µg/l	0,10 ^(x)
Somme HAP (16 EPA)	µg/l	0,17 ^(x)

Composés aromatiques

Benzène	µg/l	<0,2
Toluène	µg/l	<0,5
Ethylbenzène	µg/l	<0,5
m,p-Xylène	µg/l	0,4
o-Xylène	µg/l	<0,50
Somme Xylènes	µg/l	0,4 ^(x)

COHV

Dichlorométhane	µg/l	<0,5
Tétrachlorométhane	µg/l	<0,1
Trichlorométhane	µg/l	4,7
1,1-Dichloroéthane	µg/l	0,7
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	0,6
Chlorure de Vinyle	µg/l	<0,2
cis-1,2-Dichloroéthène	µg/l	8,1
Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	<0,50
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	8,1 ^(x)
Trichloroéthylène	µg/l	2,1
Tétrachloroéthylène	µg/l	6,6

DOC-19-227-7984 FR-P3

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole "x".

Kamer van Koophandel
Nr. 08110898
VAT/BTW-ID-Nr.:
NL 811132559 B01

Directeur
ppa. Marc van Gelder
Dr. Paul Wimmer

page 3 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250409-2025-011-AU
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**Cde 1340326 Eau**

Unité 512697
P1

Hydrocarbures totaux

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	307
Fraction C10-C12	µg/l	<10
Fraction C12-C16	µg/l	<10
Fraction C16-C20	µg/l	9,3 ^{*)}
Fraction C20-C24	µg/l	19 ^{*)}
Fraction C24-C28	µg/l	110 ^{*)}
Fraction C28-C32	µg/l	110 ^{*)}
Fraction C32-C36	µg/l	32 ^{*)}
Fraction C36-C40	µg/l	<5,0 ^{*)}

Composés Organohalogénés

AOX	mg/l	0,23
-----	------	------

Polychlorobiphényles

PCB (28)	µg/l	<0,010
PCB (52)	µg/l	<0,010
PCB (101)	µg/l	<0,010
PCB (118)	µg/l	<0,010
PCB (138)	µg/l	<0,010
PCB (153)	µg/l	<0,010
PCB (180)	µg/l	<0,010
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d.
Somme 7 PCB (Ballschmiter)	µg/l	n.d.

*) Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.
Explication: dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé.
Les incertitudes de mesure analytiques spécifiques aux paramètres ainsi que les informations sur la méthode de calcul sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre. Les critères de performance minimaux des méthodes appliquées sont généralement basés selon la Directive 2009/90/CE de la Commission Européenne en ce qui concerne l'incertitude de mesure.

Analyse des nitrates: une teneur en chlorure supérieure à 100 mg/l peut avoir un effet négatif sur la teneur en nitrates.

Analyse des nitrates: le chlore libre peut interférer avec la détermination des nitrates.

Analyse de la DBO-5: L'analyse a été réalisée avec suppression de la nitrification. Le nombre de réplique pour la mesure est de un.
La méthode d'analyse de la DBO5 est effectuée conformément à la norme en (5) jours ou (2 + 5) jours.

Phosphore total: préparation selon NEN 6683 (1987), mesure conforme à NEN-ISO 15823-1.

Début des analyses: 11.11.2023

Fin des analyses: 22.11.2023

Les résultats portent exclusivement sur les échantillons analysés. Si le laboratoire n'est pas responsable de l'échantillonnage, les résultats correspondent à l'échantillon tel qu'il a été reçu. Le laboratoire n'est pas responsable des informations fournies par le client. Les informations du client, le cas échéant, présentées dans le présent rapport d'essai ne sont pas soumises à l'accréditation du laboratoire et peuvent affecter la validité des résultats d'essai. La reproduction d'extraits de ce rapport sans notre autorisation écrite n'est pas autorisée.

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 81132559 B01

page 4 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250409-2025-011-AU
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

ANNEXE IV –Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	
				...	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					